

Le progrès en commun.
Évolutions sociopolitiques et (contre-)discours socialistes
Geoffrey GRANDJEAN (ULiège et Sciences Po Paris)

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous remercier pour cette invitation.

D'emblée, je voudrais vous présenter le cadre de mon intervention. Quand il m'a été demandé d'intervenir dans le cadre d'une conférence, j'ai volontairement délaissé l'analyse des résultats électoraux, pour proposer un « libre propos » sur ce que signifient pour moi les évolutions sociopolitiques auxquelles nous faisons face depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Je partirai certes de quelques résultats concrets, mais je voudrais surtout vous partager ce que m'inspirent les évolutions auxquelles nous assistons.

Cet exposé ne sera donc pas l'occasion de vous donner les causes du déclin du socialisme, ni la recette miracle pour favoriser l'essor du Parti socialiste. C'est un « libre propos » qui a pour objectif de susciter le débat.

Commençons par l'espace wallon et belge francophone. Il ne me semble pas démesuré d'affirmer que nous avons assisté à un changement majeur suite aux élections du 9 juin 2024 dans l'histoire politique belge.

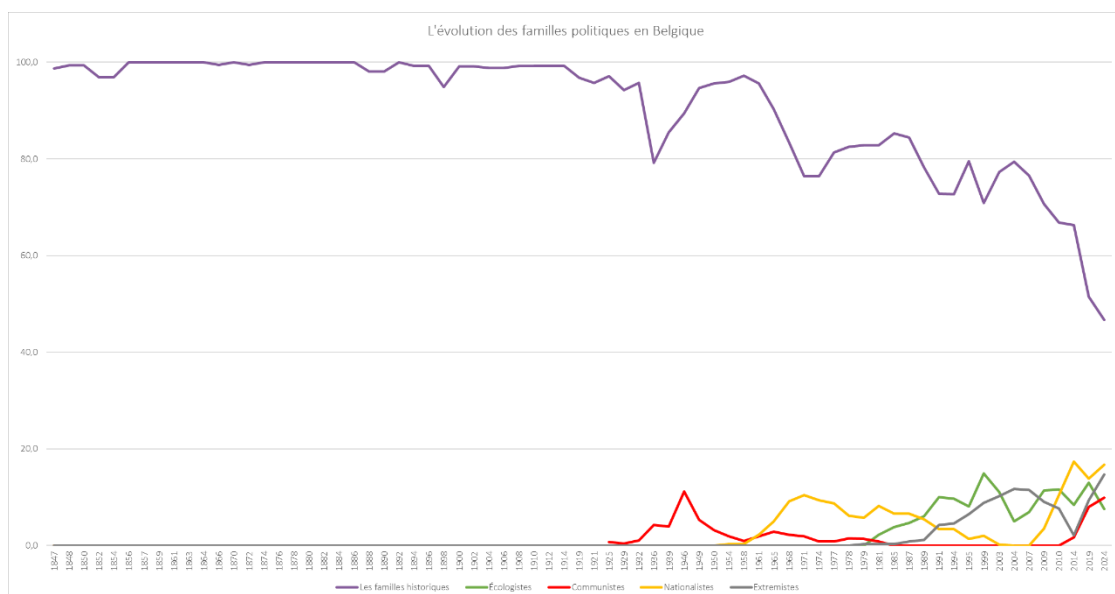
Premier enseignement. Le Mouvement réformateur est devenu le premier parti en Belgique francophone. Ce n'est pas nouveau, les résultats des élections du 10 juin 2007 avaient déjà placé ce parti en première position. Mais, c'est bien relativement aux résultats du Parti socialiste que la première place du Mouvement réformateur est d'autant plus marquante. En effet, si on porte notre analyse sur les résultats des circonscriptions francophones pour la Chambre des représentants, en 2007, le Parti socialiste et le Mouvement réformateur étaient à égalité en termes de pourcentage de sièges.

En 2024, le Mouvement réformateur est passé en tête. Au niveau régional, le pourcentage de voix est le plus haut pour le Mouvement réformateur depuis l'élection directe du parlement wallon. En pourcentage de sièges, c'est la première fois que le Mouvement réformateur dépasse le Parti socialiste.

Deuxième enseignement. Pour les écologistes francophones, les résultats des ces élections sont, en termes de siège au niveau de la Chambre des représentants, le résultat le plus bas qu'a connu ce parti (3 sièges qui sont devenus deux sièges parce qu'une députée a prêté serment en néerlandais) depuis les élections du 8 novembre 1981, même si le nombre de sièges à la Chambre des représentants a été réduit avec la sixième révision de la Constitution (1993). C'est-à-dire le pire résultat des écologistes francophones depuis la création du parti, le 23 mars 1980.

Troisième enseignement. Ces élections ont définitivement marqué le déclin des trois grandes familles politiques historiques, sur l'ensemble de la Belgique, puisque ces trois familles représentent désormais moins de 50% des voix au niveau fédéral (Figure 1). Ce phénomène était attendu par les politologues.

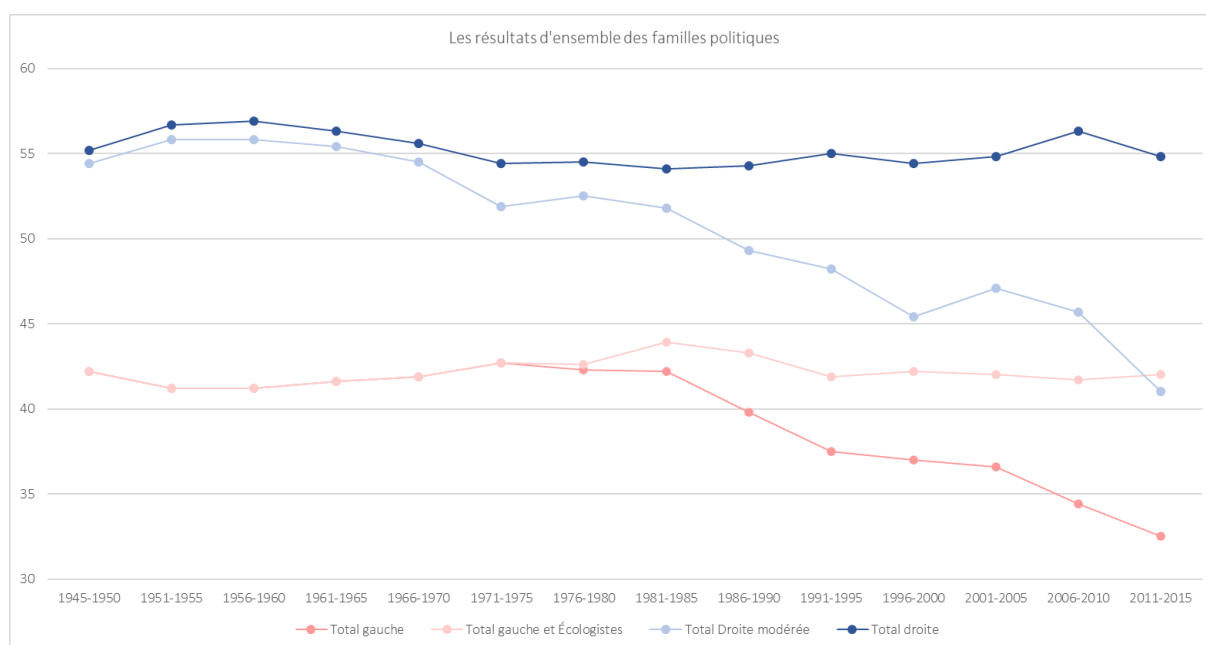
Figure 1



Poursuivons avec des tendances plus globales, au niveau européen, sur le temps long¹.

La Figure 2 représente les résultats agrégés des deux pôles du clivage gauche-droite en Europe. Ces résultats sont intéressants d'un double point de vue.

Figure 2



D'une part, force est de constater que la gauche a toujours été minoritaire sur le continent européen, la droite étant elle majoritaire. Une autre manière de confirmer ces résultats consiste à calculer le pourcentage de présence de chefs d'État et de gouvernement de gauche ou de droite/conservateur dans les différents États européens depuis le début de la construction européenne. Le chiffre est parlant : l'Europe a été dirigée depuis 1951, 65% du temps par de Premiers ministres ou des présidents classés à droite ou conservateurs.

¹ MARTIN Pierre, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, pp. 19-48.

Mais, et c'est le deuxième résultat, d'autre part, la famille politique de droite tient le niveau grâce aux forces politiques de droite radicale.

Sur le temps long, l'Europe est donc un continent majoritairement plus à droite qu'à gauche.

Cette affirmation n'est pas correcte pour la Belgique francophone, puisque sur le temps long, la famille dite de « gauche » est toujours la première force politique en termes de pourcentage des sièges, tant au niveau de la Chambre des représentants que du Parlement wallon.

Enfin, dernier élément de données concrètes, penchons-nous sur les transferts de voix entre partis depuis 2014.

Les études récentes permettent de mieux comprendre ces transferts de voix, même si la prudence doit rester de mise. Ces analyses permettent de tirer comme enseignements :

- Qu'en 2019, le Parti socialiste a perdu des électeurs au profit du Parti des travailleurs de Belgique et des écologistes ;
- Qu'en 2024, le Parti socialiste a perdu des électeurs au profit des Engagés et du Mouvement réformateur ;
Autrement dit, en cinq ans, des électeurs socialistes se sont redirigés vers les quatre autres partis francophones ;
- Qu'en 2024 toujours, le Parti socialiste attire moins les primovotants.

Ces différents résultats concrets révèlent un changement partiel de contexte.

Nombreux sont les observateurs qui critiquent la pertinence du clivage gauche-droite, qui, à leurs yeux, ne voudrait plus rien dire. Le sentiment d'une disparition du clivage gauche-droite est renforcé par le fait qu'une partie des électeurs est elle aussi dubitative à l'égard de notions dont elle ne perçoit plus véritablement le sens. Ce paradoxe s'explique assez bien : beaucoup de citoyennes et de citoyens ont l'impression que les gouvernants de droite et de gauche adoptent à peu près les mêmes politiques, alors qu'eux même ont des valeurs assez marquées, soit à droite, soit à gauche.

J'ai bien conscience que comparaison n'est pas raison et que la France n'est pas la Belgique, mais je ne dispose pas de données sur le long terme pour la Belgique francophone. Or, du côté français, les études électorales menées en France depuis de nombreuses années montrent que les référentiels de la gauche et de la droite continuent de faire sens pour la très grande majorité de la population.

Plus précisément, les études menées à Sciences Po Paris montrent que le clivage gauche-droite, s'il s'est affaibli au fil du temps et a perdu de sa signification aux yeux d'un nombre important de citoyens, continue de structurer de manière significative les attitudes et les valeurs des Françaises et des Français, dans le domaine économique comme sur les questions culturelles ou les grands enjeux de société.

Pour autant, les marqueurs de gauche et de droite ont évolué et ne recourent plus nécessairement aujourd'hui les contours de groupes sociaux homogènes, de classe ou de pratique religieuse. Ces évolutions reflètent les changements qui se sont opérés dans les grandes valeurs des Françaises et des Français depuis le début

des années 1980 et qui se caractérisent par l'individualisation de ces valeurs².

Ce clivage gauche-droite s'inscrit dans un nouveau « monde partisan »³. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la moitié des années 2010, le système partisan en Europe était structuré autour de deux grands pôles : un pôle social démocrate devenu progressivement social-libéral et un pôle de droite-moderée devenu progressivement droite néolibérale. Les partis au pouvoir (c'est-à-dire les partis de gouvernement) représentaient l'un ou les deux de ces pôles.

J'ouvre une parenthèse. On peut notamment prendre comme repère de changement du pôle de gauche (passant de la sociale démocratie au social-libéralisme), l'important remaniement ministériel opéré par François Mitterrand en juillet 1984, suite au recul enregistré par la gauche aux élections européennes de juin 1984. François Mitterrand remplace alors Pierre Mauroy par Laurent Fabius. Ce remaniement permet à François Mitterrand d'assumer pleinement l'abandon de la politique économique keynésienne, entamée dès 1982, sous l'action de Jacques Delors, alors ministre de l'Économie et des Finances du Gouvernement de Pierre Mauroy, et qui devient par ailleurs président de la Commission européenne de 1985 à 1994. Cela fait donc 40 ans que la gauche française a abandonné la politique keynésienne. Fin de la parenthèse.

À ces deux pôles, il faut ajouter des pôles minoritaires : le pôle communiste ou de gauche radicale, le pôle écologiste à partir des années 1980, et le pôle de l'extrême droite et de la droite radicale.

² BRECHON Pierre, CAUTRES Bruno et IVALDI Gilles, « La 'gauche' et la 'droite' font-elles encore sens en France ? », *The Conversation*, 8 mars 2022.

³ MARTIN Pierre, *Crise mondiale et systèmes partisans*, *op. cit.*, pp. 256 et svt.

Depuis la moitié des années 2010, le monde partisan présente désormais une structure tripolaire. Un premier pôle recouvre la droite conservatrice-identitaire qui ne remet pas en cause le capitalisme néo-libéral. Un deuxième pôle recouvre la gauche démocrate-écosocialiste qui rassemble les cosmopolites opposés au capitalisme néolibéral. Enfin, le troisième pôle recouvre le centre libéral-mondialisateur qui regroupe les cosmopolites qui restent dans une logique du capitalisme néolibéral libre-échangiste.

Cette structure tripolaire n'en fait pas perdre pour autant la pertinence du clivage gauche-droite.

En effet, à droite, les conservateurs-libéraux se « droitisent » et un nouveau pôle conservateur-identitaire se forme par le rapprochement des partis conservateurs-libéraux et de la droite radicale autour de l'identité, du nationalisme, du protectionnisme économique, de la concurrence fiscale et de l'abandon du développement durable.

À gauche, le processus est un peu moins avancé. Des partis sociaux-démocrates reconvertis en sociaux-libéraux se radicalisent. Mais c'est tout pour le moment.

Ce sont là de grandes tendances européennes.

Que m'inspirent ces résultats concrets et ces grandes tendances européennes ?

Ces derniers mois, on a suffisamment entendu parler du concept d'hégémonie culturelle que manieraient avec dextérité les représentants politiques de droite. Plus fondamentalement, je suis étonné quand je lis et que j'observe le nombre de réactions de représentants politiques de gauche. Je constate que ces mêmes

représentants ne font que réagir à la mise à l'agenda de thèmes proposés par leurs adversaires politiques, par exemple en dénonçant sans cesse, sur les réseaux sociaux, les sorties d'un funeste président de parti. La logique même des réseaux sociaux, c'est d'hypertrophier certaines publications, par le simple fait de les partager, les citer, les commenter quand bien même les oppositions sont violentes.

En politique, il faut éviter de faire vivre son adversaire par ses propres discours.

Les représentants politiques de la droite conservatrice identitaire l'ont bien compris. Ils créent leurs propres discours, quitte d'ailleurs, à inventer de fausses informations. Le plus important est de faire parler de soi et de s'assurer que ses adversaires politiques rendent vivants ces discours en s'y opposant et en les dénonçant par le partage notamment sur les réseaux sociaux.

Face à ce constat, une piste pourrait être l'art de cultiver le silence. Est-ce nécessaire de contribuer à cette cacophonie inutilement longue qui ne laisse la place qu'aux inepties ? Poser la question, c'est, à mon sens, y répondre.

L'écrivaine espagnole Irène Vallejo insiste sur l'apport du silence : « dans un monde bruyant, le silence, renonçant à la violence du cri, acquiert sa propre voix et pourra élever une muette clameur de protestation ou de rébellion tranquille »⁴.

Ce n'est pas suffisant. N'est-il pas temps d'aller au-delà d'une muette clameur de protestation ou de rébellion tranquille ? Pour ce faire, la construction d'un discours et non d'un contre-discours, est primordiale. Cela signifie qu'il est indispensable de s'atteler à un

⁴ VALLEJO Irène, *Étincelles d'humanité*, Paris, Les Belles Lettres, 2024, p. 166.

long travail idéologique, une lente préparation du terrain au sein de la société, en installant les valeurs que l'on défend dans le domaine public. Distiller ce discours passera par un travail aux marges et dans les interstices de la société.

Il reste alors à définir les contours et le contenu de ce discours. Je voudrais donc vous emmener progressivement vers cette idée de progrès en commun, sans être exhaustif, en cheminant en trois étapes.

Premièrement, le progressisme ne peut aucunement aller de pair avec l'idée du mérite, mérite qui est pourtant au cœur de la déclaration de politique communautaire du gouvernement Degryse (16 juillet 2024-...). En effet, cette déclaration précise que l'éducation « valorise l'effort et le mérite », permettant ainsi l'émancipation de chacun.

Permettez-moi une question : comment peut-on croire sérieusement et humainement que le mérite garantit l'émancipation ?

Je voudrais vous raconter une histoire. C'est celle d'Augustine. Augustine est une femme de ménage. Elle commence sa journée à 5h30 et la termine à 9h00. Elle n'est pas à temps plein et bénéficie d'un mi temps médical en raison de la pénibilité de son travail. Son corps témoigne des effets visibles de son travail : doigts qui gonflent, peau abîmée par les produits d'entretien, articulations coincées. Elle dit souvent avec le sourire qu'elle est « déglinguée » et raconte ses infiltrations régulières aux épaules, au pied droit et même dans le pouce droit. Et pourtant Augustine, qui fêtera dans quelques mois ses 60 ans, ne bronche pas. Elle est convaincue que l'émancipation vient par le travail. Elle a un salaire d'environ 1200€ net. Il y a six mois, nous discutons politique avec Augustine. Elle

m'explique alors pourquoi elle a décidé de voter pour le Mouvement réformateur. Elle m'explique que c'est le seul parti qui défend le travail et surtout qu'elle est convaincue par le mérite. En creusant, elle me répond soudainement que, elle, elle mérite son salaire, qu'elle travaille dur et qu'il faut arrêter de jeter l'argent par les fenêtres. Augustine est aussi convaincue qu'un jour, elle gagnera au Lotto et qu'elle pourra alors s'acheter sa maison, car depuis plus de vingt ans, elle loue un duplex dans une maison à Ougrée. Elle y est bien dans ce duplex, mais en été, elle reconnaît qu'il fait trop chaud, car le toit n'est pas isolé. Plusieurs fois, elle m'a déjà confié qu'en fait, elle n'était pas vraiment chez elle. Alors pour faire face à la dureté de la vie, elle livre sa pensée : elle est convaincue par le mérite, car un jour ou l'autre, à force de travail, elle aura mérité sa vie plus agréable.

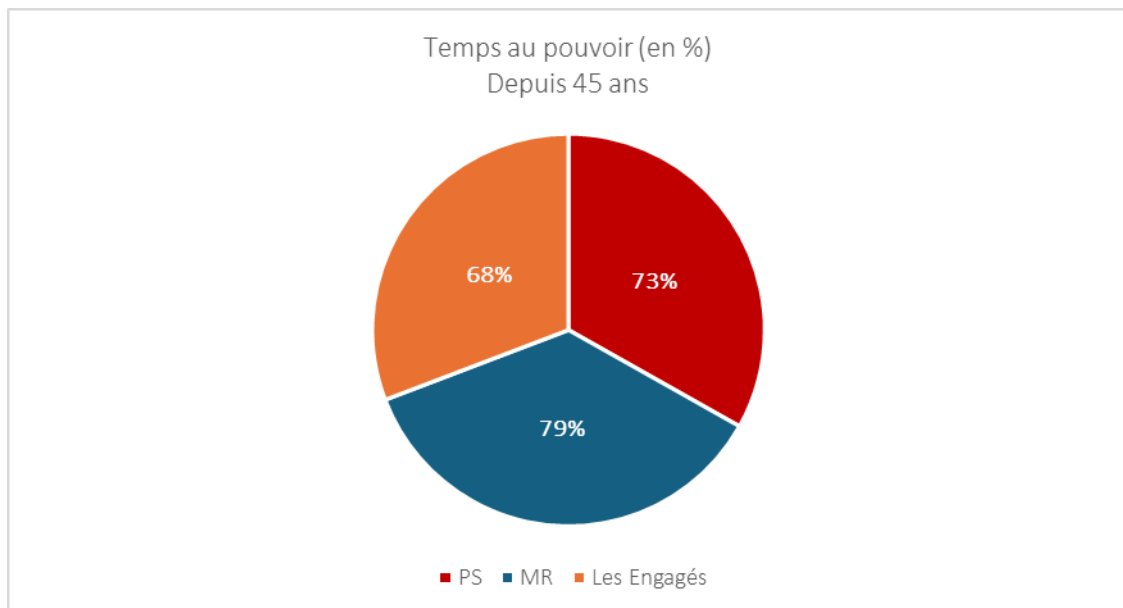
Dans cette histoire, on pourrait d'abord épingle la confusion faite par Augustine entre travail et mérite.

Ensuite, entendons bien le fait qu'Augustine est convaincue que seul le parti libéral défend le travail. Dans la continuité, on peut d'ailleurs se demander comment se fait-il que les libéraux aient réussi en une dizaine d'années à transformer la fête du Travail du 1^{er} mai en une fête principalement libérale ?

J'ouvre une parenthèse dans mon histoire : Je suis impressionné par la manière dont les libéraux et, dans une moindre mesure les sociaux-chrétiens, ont réussi à faire croire que la situation sociopolitique actuelle était de la seule responsabilité des socialistes et qu'il fallait donc, pour reprendre en partie les titres des déclarations de politiques régionales et communautaires, avoir « le courage de changer ».

Quand on regarde le pourcentage de temps d'occupation des trois grands partis politiques depuis le premier gouvernement de Wilfried Martens, le 3 avril 1979, c'est-à-dire sur une période de 45 ans, au niveau fédéral, les chiffres sont clairs (Figure 3). Les trois partis se partagent les responsabilités.

Figure 3

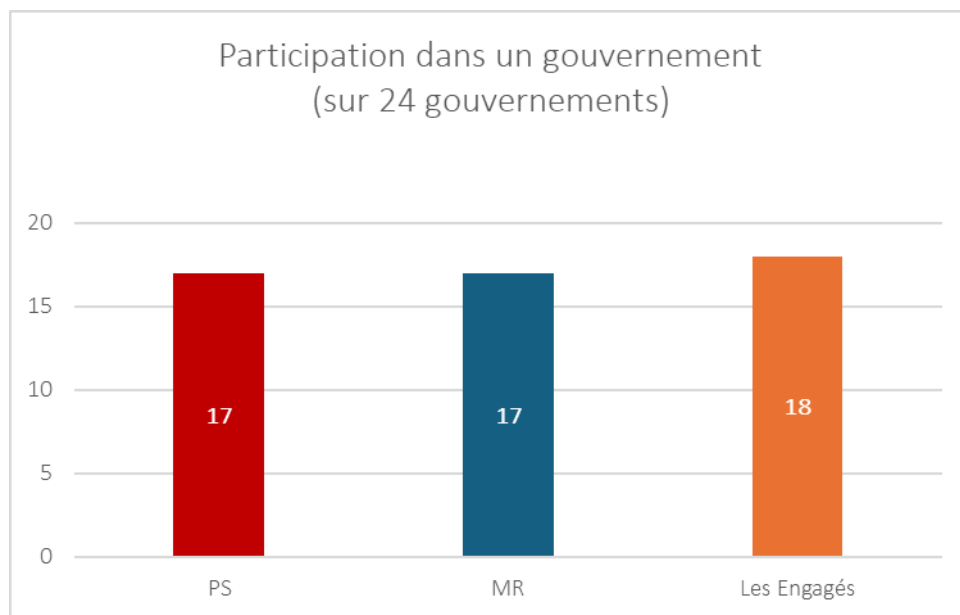


Autrement dit, alors que les socialistes ont été 73% du temps au pouvoir, les libéraux les talonnent avec 71%. Au terme du gouvernement de Wever, en 2029, sur les 50 dernières donc, le MR sera le parti qui a occupé le plus en pouvoir en Belgique ces 50 dernières années au niveau fédéral, en ayant été 79% du temps au pouvoir.

Une autre façon de présenter la responsabilité commune consiste à se pencher sur les participations au gouvernement fédéral. Le Parti socialiste a participé à 17 gouvernements sur 24 depuis 45 ans, le Mouvement réformateur a participé à 16 gouvernements sur 24 et les sociaux-chrétiens ont participé à 17 gouvernements sur 24. Au terme du gouvernement de Wever, à nouveau en 2029, les sociaux-chrétiens seront ceux qui ont été le plus souvent au

pouvoir, avec 18 fois sur 25, suivi, à égalité par le Mouvement réformateur et le Parti socialiste, avec 17 participations sur 25 (Figure 4). Une cure d'opposition permettra peut-être de fourbir ses armes pour la suite.

Figure 4



Je dois à la vérité de dire que les chiffres sont différents pour la Région wallonne. En effet, depuis le premier gouvernement de Jean-Maurice Dehousse, le 22 décembre 1981, et au terme de cette législature, le PS aura été 80% du temps au pouvoir, Les Engagés 79% et les libéraux 49%.

Il est en fait impossible de rejeter la responsabilité des politiques publiques sur un seul parti dans notre système proportionnel et consensuel, pourtant les libéraux y sont arrivés et continuent sur cette lancée.

Je ferme cette parenthèse dans mon histoire et je reviens à l'histoire d'Augustine. Ce qui est, à mes yeux, le plus étonnant, c'est la conviction avec laquelle Augustine défend le mérite, elle qui est dans une situation socio-économique ne lui permettant pas de

sortir de sa classe sociale. En fait, Augustine investit le mérite comme une croyance, comme une « fiction nécessaire », pour reprendre les termes du sociologue François Dubet. Augustine n'est évidemment pas la seule à croire au mérite. Dans un sondage réalisé par IPSOS en France, en 2021, on découvre que le mérite est la 5^e valeur plébiscitée par les Français et le 7^e, en moyenne dans les autres États européens. 65% des Français estiment en outre que la méritocratie est mal défendue dans leur pays.

Nos représentants politiques sont-ils vraiment convaincus par le mérite ? Je ne le pense pas. Les responsables politiques qui mobilisent le mérite ne souhaiteront jamais, sans vouloir être plus cynique qu'il ne faut, que des personnes « méritantes » inversent les hiérarchies sociales et politiques. Autrement dit, le mérite est une illusion qui tient sa force de l'espoir illusoire qu'il crée.

Le problème, c'est que le discours méritocratique favorise les inégalités, notamment dans le milieu scolaire, comme l'a bien écrit la sociologue française Annabelle Alouch, je la cite : « Le mérite est un mode de justification des inégalités très commode, que l'on mobilise pour décrire et légitimer l'ordre social. Il repose sur l'idée qu'il y aurait un « homo clausus », comme dit le sociologue allemand Norbert Elias, c'est-à-dire un homme qui existerait hors de la société. On considère alors que, lorsque l'enfant passe la grille de l'école, il est censé mettre de côté ses origines sociales, son capital culturel familial. Si l'institution scolaire est capable de sortir l'homme de son milieu social, sa trajectoire reposerait de facto sur son seul effort au travail »⁵.

Hélas, il est impossible de sortir l'être humain de son milieu social en un coup de baguettes magiques.

⁵ RAYBAUD Alice, « 'Le mérite est un mode de justification des inégalités très commode', selon la sociologue Annabelle Allouch », *Le Monde*, 2 septembre 2021.

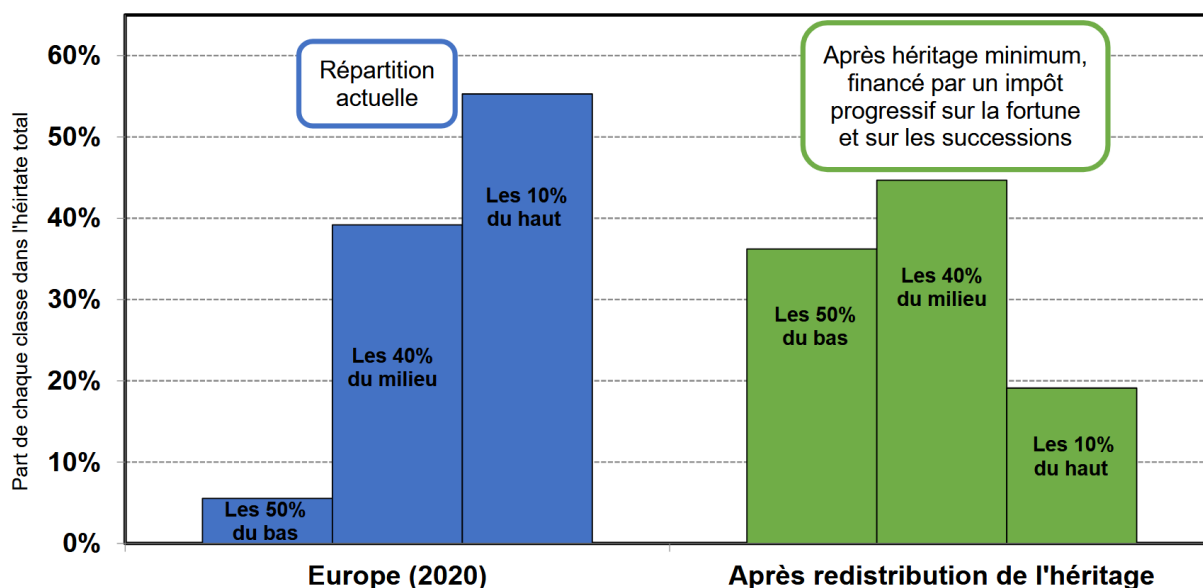
Deuxièmement, le progressisme doit permettre de défendre avec force et vigueur la répartition des richesses, principalement en matière d'héritage. Le *Baromètre social de l'IWEPS* de 2023 montre que 92,1 % de la population juge l'écart de revenus entre les personnes les plus pauvres et les plus riches comme plutôt élevé à très élevé.

Et que dire de la question des héritages. Les études ne cessent de souligner l'impopularité des politiques publiques visant à répartir les richesses en taxant davantage les héritages. L'argument du mérite est à nouveau mobilisé : dans la mesure où une personne a constitué son héritage tout au long de sa vie, il est « normal » que ses successeurs « méritent » d'en bénéficier. Mais comment peut-on mériter quelque chose pour laquelle on n'a rien fait. C'est là une étrange vision du mérite. Étrange vision du mérite que les dynasties politiques (c'est-à-dire les filles de et les fils de) mobilisent pour faire campagne. On retrouve alors des discours politiques, entre autres, qui jouent sur l'idée de construction personnelle « méritante » alors que ces personnes sont en politique en raison de leur filiation biologique. Ce n'est pas un mérite que d'être bien né. Bizarre. Mais ce discours fonctionne.

Je tente de temps en temps de promouvoir l'idée de l'héritage universel qui est une proposition selon laquelle tous les citoyens, à un certain âge, recevraient une dotation économique de la part de l'État, avec la contrepartie maximaliste, la suppression de l'héritage. Mal m'en prend à chaque. Et je constate, avec peut-être un certain effroi, que mes plus fervents adversaires ne sont pas nécessairement des personnes « de droite ». Ce sont des personnes de gauche, voire de gauche radicale, qui me confient alors qu'il est difficile de proposer à un ouvrier qui a travaillé toute sa vie pour devenir propriétaire, de vouloir taxer sa propriété au

moment de l'héritage alors qu'il souhaite la transmettre à sa descendance.

Thomas Piketty propose une redistribution de l'héritage permettant à l'ensemble de la population de recevoir un héritage minimal. Il propose concrètement un héritage minimal qui pourrait être de l'ordre de 120 000 euros, versé à tous à l'âge de 25 ans, il serait financé par un mélange d'impôt progressif sur la fortune et sur les successions. Sur la base de cette proposition, la répartition de l'héritage changerait, comme en témoigne le graphique ci-dessous⁶.



Sur ce graphique, on peut voir que la part des 50% les plus pauvres dans l'héritage total est de 6% en Europe en 2020, contre 39% pour les 40% suivants et 55% pour les 10% les plus riches. Autrement dit, les 10% les plus riches captent 55% de l'héritage total et 50% de la population qui a le moins de revenus captent 6% de l'héritage total. C'est totalement inégalitaire, mais le problème majeur est que la répartition actuelle ne cesse de creuser l'écart entre les plus pauvres et les plus riches. Et ne nous ne faisons pas d'illusion,

⁶ PIKETTY Thomas, « La redistribution de l'héritage », disponible à l'adresse suivante : <http://piketty.pse.ens.fr/files/egalite/pdf/G30.pdf> (consultée le 20 février 2025).

nombreux parmi nous sont ceux qui sont dans la catégorie des 50% du bas. Cela signifie que d'un point de vue macro-économique, le modèle de répartition actuelle appauvrit ceux qui ont le moins.

Après application de l'héritage pour tous (avec un héritage minimum de 120.000€, versé à 25 ans), financé par un impôt progressif sur la fortune et sur les successions, la part de l'héritage total serait de 36% (contre 45% et 19%)⁷. Même cette politique continuerait d'enrichir les plus riches, soyons clairs, mais un peu moins quand même.

Troisièmement, l'orientation partisane des jeunes peut être interrogée. Je vous ai dit précédemment que le Parti socialiste attire moins les primovotants. Les raisons de la désaffection des jeunes pour ce parti devraient être creusées. En France, Anne Muxel a longuement étudié les comportements politiques de jeunes depuis les années 1980. Elle a montré que le vote des jeunes a perdu de sa spécificité. Pendant les années 1980, on constatait un tropisme des jeunes à gauche très affirmé. Depuis la fin des années 2000, on observe un effritement de cette tendance, y compris dans la population étudiante. Anne Muxel constate ainsi une érosion du socle de gauche dans les jeunes générations et précise que la spécificité d'un « vote jeune » tend à s'effacer, ces jeunes suivant désormais les fluctuations et les mouvements de l'ensemble du corps électoral.

De leur côté, Marc Lazard et Olivier Galland ont constaté une désaffiliation politique des jeunes par rapport au clivage gauche droite, 43% des jeunes français n'ayant aucune idée de position sur l'axe gauche-droite. Les caractéristiques de ces jeunes sont les suivantes : ce sont plus souvent des femmes, des jeunes n'ayant pas

⁷ PIKETTY Thomas, « Thomas Piketty : 'La solution la plus simple pour diffuser la richesse est l'héritage pour tous' », *Le Monde*, 15 mai 2021.

fait d'études ou ayant suivi un cursus professionnel, issus de familles d'employés et plus encore de familles d'inactifs ou de chômeurs en difficulté financière. À l'inverse, les enfants de parents membres des professions libérales sont nettement plus souvent en mesure d'indiquer des préférences politiques. C'est aussi le cas des jeunes issus de familles à fort capital culturel⁸.

Sans vouloir inutilement vous interpellé, une question demeure : pourquoi la gauche ne fait-elle plus rêver, notamment les jeunes ? Je n'ai pas la réponse.

Mais, si vous êtes réunis ce soir, c'est parce que vous avez comme valeur principielle, le progrès en commun. Si le progressisme voit le jour à partir de 1830, au lendemain de la Révolution française, il est promu, notamment par Nicolas de Condorcet qui établit un lien entre la raison et le progrès. Dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, rédigé en 1793, Nicolas de Condorcet énonce les trois grandes dimensions au cœur de l'idée du progrès : « la destruction de l'inégalité entre les nations », « les progrès de l'égalité dans un même peuple » et « le perfectionnement réel de l'homme ». Il est convaincu que le progrès ne sera jamais rétrograde.

Nous pouvons peut-être avoir des doutes sur cette dernière affirmation. La raison est désormais balayée de l'action publique, comme en témoigne l'irrationalité avec laquelle les conservateurs tentent de conquérir les cœurs. C'est d'ailleurs en réaction aux changements proposés suite à la Révolution française que le courant conservateur, dans une perspective historiciste, a commencé à se structurer, en défendant l'idée d'un retour en arrière, en opposition à cette Révolution.

⁸ GALLAND Olivier et LAZARD Marc, « Une jeunesse plurielle. Enquête auprès des 18-24 ans », *Institut Montaigne*, 2022, p. 67.

Mais tout n'est pas perdu. Il y a quelques instants, j'évoquais le fait que le mérite était la cinquième valeur des Français et la septième valeur en moyenne dans les autres pays européens. Deux valeurs occupent la première position dans les pays d'Europe, en ce compris la Belgique : la justice et l'égalité. On en revient alors à la définition du progressisme qui consiste en la défense de l'égalité et de la justice sociale.

Encore faut-il se mettre d'accord sur la vision progrès. Je ne soutiens aucunement une vision du progrès liée à l'abondance, à l'efficacité ou encore à la croissance.

Le progrès fait à mon sens référence à une transformation en mieux. Dans cette perspective, le discours sur le progrès accepte la finitude du monde. Le progrès, comme transformation en mieux, a un avenir parce que notre humanité sera toujours limitée, par l'espace et le temps.

Nicolas de Condorcet l'énonce parfaitement lorsqu'il écrit que « la perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie [et ces progrès] n'ont d'autres termes que la durée du globe où la nature nous a jetés.

Il reste donc à s'enthousiasmer sur la finitude de notre condition, en abandonnant l'idée de mérite, en favorisant l'idée d'héritage universel et en conquérant à nouveau le cœur des jeunes. Ce ne sera pas simple. Accepter notre humaine finitude, c'est nous déclarer égaux et nous rendre libres d'agir ici et maintenant pour une transformation en mieux.

Il faudra du courage pour promouvoir et concrétiser l'idée d'égalité, tout en acceptant pleinement notre liberté.

Pour vous donner la motivation suffisante pour y arriver, je m'en voudrais de ne pas citer un extrait du discours à la jeunesse de Jean Jaurès, en 1903. Jean Jaurès nous laisse notamment cet héritage, je le cite :

« Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces ; c'est de garder dans les lassitudes inévitables l'habitude du travail et de l'action. [...] (il ne parle pas de mérite) ».

Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense [il abandonne donc définitivement l'idée de mérite]. Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques ».

Je vous remercie.